

# DÉCLARATION DE GLASGOW SUR L'ALIMENTATION ET LE CLIMAT

GLASGOW  
FOOD AND  
CLIMATE  
DECLARATION

Un engagement des autorités locales à lutter contre l'urgence climatique à travers des politiques alimentaires intégrées et un appel aux gouvernements nationaux à agir

**Cette déclaration rassemble tous types d'autorités locales – des petites et moyennes villes aux mégapoles, départements et régions, états fédéraux et provinces – qui s'engagent à développer des politiques alimentaires durables, promouvoir des mécanismes d'actions conjointes, et appeler les gouvernements nationaux à placer l'alimentation et l'agriculture au cœur de la réponse mondiale à l'urgence climatique. Présentée officiellement à Glasgow lors de la COP26 de la Convention-cadre de Nations Unies sur le changement climatique, cette déclaration vise à continuer à influencer les négociations internationales sur le changement climatique.**

- 1. Préoccupés par le fait que la crise du COVID-19 a mis en évidence la fragilité de nos systèmes alimentaires, les vulnérabilités d'une grande partie des populations urbaines et rurales et le besoin critique de préparation et de résilience face aux chocs ;**
- 2. Reconnaissant que les systèmes alimentaires représentent actuellement 21 à 37% [1] des gaz à effet de serre (GES) ayant leur source dans les activités humaines et sont au cœur de nombreux défis mondiaux actuels, y compris la perte de biodiversité, la persistance de la faim et de la malnutrition et l'aggravation de la crise de santé publique ;**
- 3. Reconnaissant que des dynamiques non durables sont évidentes tout au long de la chaîne alimentaire, provenant principalement de l'alimentation et de l'agriculture industrielles ;**
- 4. Reconnaissant que des inégalités extrêmes sont présentes dans l'ensemble de nos systèmes alimentaires et affectent de manière disproportionnée certaines communautés, notamment les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes victimes de racisme, les personnes déplacées en raison du changement climatique ou des conflits, les personnes ayant un statut juridique précaire et bien d'autres ; et qu'en outre, que beaucoup de ces mêmes groupes sont victimes d'exploitation ;**
- 5. Convaincus, par conséquent, que seule une approche systémique des systèmes alimentaires ciblant l'ensemble des Objectifs de Développement Durable peut identifier des points d'intervention efficaces pour accélérer l'action climatique tout en apportant de nombreux co-avantages, dont la promotion de la biodiversité, la régénération et la résilience des écosystèmes, la circularité de l'économie, l'équité, l'accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous, et la création des moyens de subsistance résilients pour les travailleurs/euses agricoles et alimentaires;**

---

[1] GIEC (2019). Résumé pour les décideurs. Dans : Rapport spécial du GIEC sur les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)].

# DÉCLARATION DE GLASGOW SUR L'ALIMENTATION ET LE CLIMAT

6. Reconnaissant la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes du système alimentaire dans la prise de décision pour une transition durable et juste - y compris les travailleurs/euses des secteurs agricoles et alimentaires, les organisations de la société civile, les chercheurs/euses, les communautés autochtones, les femmes et en particulier les jeunes dont l'avenir est le plus menacé par les effets du changement climatique et de la perte de biodiversité ;
  7. Rappelant que les villes et les régions ont été pionnières en matière de politiques et de stratégies alimentaires intégrées au niveau local afin de réduire leur empreinte environnementale, de faire évoluer les systèmes alimentaires vers la durabilité et d'assurer une plus grande résilience aux chocs ;
  8. S'appuyant sur les nombreux engagements en matière de politiques alimentaires urbaines et régionales durables déjà pris par les villes, les gouvernements locaux et régionaux au cours des deux dernières décennies, en particulier le Forum Urbain Mondial réuni à Medellin en 2014, le Pacte de politique alimentaire urbaine adopté à Milan en 2015 (MUFPP), la Déclaration de Séoul de 2015, le Nouvel Agenda Urbain de 2016 et la Déclaration 2019 de C40 Good Food Cities ;
  9. Reconnaissant que toute action doit être alignée horizontalement (entre différentes politiques sectorielles) et verticalement (entre différents niveaux de gouvernance) pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables ;
  10. Soulignant qu'une gouvernance intersectorielle, multi-niveaux et multi-acteurs des systèmes alimentaires est nécessaire pour que des systèmes alimentaires durables et justes puissent s'établir, et que cela exige que les gouvernements nationaux jouent un rôle important de soutien et de facilitation ;
  11. Reconnaissant que les villes et les régions ont formé une coalition ambitieuse pour le développement de systèmes alimentaires durables, et qu'un mouvement mondial et croissant des partenariats alimentaires entre les villes et les régions constitue un mécanisme puissant pour mettre en œuvre ces réformes ;
  12. Reconnaissant que sans l'accompagnement des réformes législatives et réglementaires, et sans un engagement soutenu au niveau national, l'impact de ces partenariats et politiques locales demeurera limité ;
  13. Nous, soussignés, dirigeants élus des gouvernements locaux, en vue de la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), nous engageons à accélérer l'action climatique en construisant et en facilitant la transformation des systèmes alimentaires durables, et prenons les engagements suivants :
-

# DÉCLARATION DE GLASGOW SUR L'ALIMENTATION ET LE CLIMAT

**14. Nous élaborerons et mettrons en œuvre des politiques alimentaires intégrées** en tant qu'outil clé dans la lutte contre le changement climatique ; veillerons à ce que ces politiques adoptent une approche systémique impliquant tous les acteurs de la chaîne alimentaire ; mesurerons les progrès en matière de réduction d'émissions de GES des systèmes alimentaires ; et explorerons les possibilités de coopération et de partage des meilleures pratiques entre les autorités locales.

**15. Nous réduirons les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux** conformément à l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable, et mettrons en place des systèmes alimentaires durables capables de reconstruire les écosystèmes et d'offrir une alimentation sûre, saine, accessible et durable à toutes et à tous.

**16. Nous appelons les gouvernements nationaux à mettre sur pied un environnement politique en soutien des efforts des acteurs locaux et à instituer des mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux** favorables à une prise de décision coordonnée sur les systèmes alimentaires. Ces mécanismes contribueront à l'élaboration de politiques alimentaires nationales intégrées et inclusives à inclure dans les révisions des contributions déterminées au niveau national (CDN).

---